

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUDIA PLASTICS (ex BASF ColorSolutions)**

Zone industrielle de Breuil le Sec  
Rue André Pommery  
60676 Clermont

Références : IC-R/0435/24-CD/SL  
Code AIOT : 0005106414

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement AUDIA PLASTICS (ex BASF ColorSolutions) implanté Zone industrielle de Breuil le Sec Rue André Pommery 60600 Clermont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a pour objectif de constater que les activités exercées par la société Audia Plastics sur le site de Breuil le Sec n'existaient plus.

L'inspection a eu lieu en présence des représentants de la société BASF propriétaires des locaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUDIA PLASTICS (ex BASF ColorSolutions)

- Zone industrielle de Breuil le Sec Rue André Pommery 60600 Clermont
- Code AIOT : 0005106414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUDIA PLASTICS, située sur la plate-forme chimique de Breuil-Le-Sec avec les sociétés BASF Coatings (Seveso Seuil Haut), Flint (Seveso Seuil Bas), et Idex (Autorisation; exploitant des chaufferies) avait repris la totalité des activités de la société BASF COLOR SOLUTIONS FRANCE. Elle exploitait des installations de fabrication et de préparation de colorants liquides à partir de pigments destinés à la coloration de matières plastiques. Sa production était d'environ 700 tonnes par an et les clients principaux relevaient du secteur de l'automobile et de la cosmétique. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2011.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle    | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-74 II | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a cessé ses activités encadrées par l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2011 sur son site de Breuil le Sec. Néanmoins, cette cessation d'activités n'a pas été notifiée à la préfète et les dispositions des articles R. 519-39-1 et suivants du code de l'environnement n'ont pas été mises en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-74 II   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation activité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.<br>Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit. |
| <b>Constats :</b><br><br>La visite d'inspection du 10 octobre 2024 a permis de constater que les locaux (propriété de la société BASF), auparavant occupés par la société Audia Plastics (laboratoire, bureaux et atelier) ne sont plus exploités par cette dernière. Cet état de fait dure depuis plus de trois ans consécutifs. Les locaux sont aujourd'hui rendus à la société BASF qui les occupe.   |

Par suite, l'arrêté préfectoral d'exploitation en date du 9 décembre 2011 cesse de produire effet.

Cependant, l'exploitant n'a pas notifié la cessation d'activités à la préfète et les dispositions des articles R. 519-39-1 et suivants du code de l'environnement n'ont pas été mises en œuvre.

**Non-conformité :** L'exploitant n'a pas notifié la cessation des activités qu'il exerçait sur son site de Breuil-le-Sec à la préfète et les dispositions des articles R. 519-39-1 et suivants du code de l'environnement n'ont pas été mises en œuvre.

On note que les activités de la société Audia Plastics étaient réalisées dans un bâtiment couvert et étanche qui a été investi par la société BASF pour le stockage de matériel de maintenance.

Il n'est donc pas proposé à ce stade de mettre la société Audia Plastics en demeure. Néanmoins, il est demandé à la société Audia Plastics de déposer, dans un délai de trois mois, un dossier de cessation d'activités conformément aux articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective:**

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 3 mois un dossier de cessation d'activités pour son site de Breuil le Sec conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois